



Syndicat National des Personnels Techniques des Réseaux et Infrastructures

Siège Social : 74 bis rue Hallé 75014 – PARIS
Tél. 01.45.89.33.70 – Fax 01.45.88.79.94 – CCP 753 07 L PARIS
E-mail : snptri@snptri-cgt.fr Site : www.snptri-cgt.fr

Paris, le 28 aout 2025

COMMUNIQUE DU SNPTRI-CGT AUX AGENTS INTERVENANTS SUR LES RESEAUX ET INFRASTRUCTURES

Le Syndicat National des Personnels Techniques des Réseaux et Infrastructures CGT (SNPTRI-CGT) qui syndique les agents exerçant leurs missions dans les DIR, à VNF, dans les collectivités territoriales et qui œuvrent pour votre intérêt au quotidien auprès des employeurs publics, représentatifs auprès de ces derniers, tiens à vous alerter sur la situation sociale et économique que nous vivons actuellement dans notre pays.

Le Premier Ministre, François BAYROU, lors de sa conférence de presse du 15 juillet dernier où il présentait son projet de budget 2026 propose que l'Etat fasse près de 44 Mds€ d'économies sur le dos des travailleurs, des privés d'emplois, des retraités, des pauvres, des jeunes et de tous ceux qui œuvrent à faire de la France un pays progressiste et d'accès aux services publics, mais il ne s'attaque pas aux plus riches qu'il privilégie. Ce sont les déficits accumulés depuis 2017 par MACRON et ses Premiers Ministres qui ont offert des cadeaux aux plus riches qui font que nous sommes arrivés à cet endettement record, c'est sa politique de l'offre qui ne fonctionne pas.

Les conséquences seront sur nos vies de tous les jours à savoir : suppressions de 2 jours fériés, l'abattement de 10% pour les retraités, des attaques contre la remise en cause de la 5ème semaine de congés payés, la désindexation des pensions de retraite, contre les malades avec le déremboursement des médicaments, la diminution des allocations chômage.... Les conditions de vie et de travail vont connaître une dégradation sans précédent.

Sont notamment confirmés pour la Fonction Publique : -4,8 milliards d'euros pour l'État, -5,2 milliards pour les opérateurs avec des suppressions et des fusions d'agences, -5,3 milliards d'euros pour les collectivités locales, -5 milliards pour la santé, la suppression de 3000 postes, le gel pour la troisième année consécutive de la valeur du point d'indice, le gel de toutes les promotions catégorielles, le non-rétablissement de la GIPA, le maintien du jour de carence, la diminution de 10 % de la rémunération versée lorsque les agent.es sont en congé maladie ordinaire. Sont aussi confirmées : les suppressions d'emplois par milliers dès la loi de finances 2026 y compris au sein des agences mais également le non-remplacement d'un.e agent.e sur trois. « Faits nouveaux », le ministre de l'Action Publique, de la Fonction Publique et de la Simplification à l'intention de geler et de forfaitiser le supplément familial de traitement, de supprimer 30 millions d'euros de crédits au titre des politiques interministérielles d'action sociale, du report ou de la diminution potentielle des crédits alloués au titre des lois de programmation budgétaire aux ministères de l'Intérieur et de la Justice

Nous sommes concernés par ces mesures austéritaires qui nous envoient à la régression sociale en nous impactant quotidiennement dans nos vies.

C'est pour cela que notre secrétariat national du mardi 26 aout a pris la décision d'appeler à l'action pour le 10 septembre en déposant un préavis de grève à partir de cette date pour faire la convergence des luttes avec les autres organisations qui appellent car c'est notre avenir qui est en jeu avec ces politiques dévastatrices contre le service public dont la Fonction Publique ainsi que dans les services où nous exerçons nos missions pour l'intérêt général au bénéfice de tous les usagers.

Pas d'hésitation, le mercredi 10 septembre entrons tous dans l'action et dans les manifestations pour la réussir et gagner nos revendications légitimes pour le progrès social mais aussi pour notre avenir et celui de nos enfants.